

## FONDS D'ABOU DHABI POUR LE DÉVELOPPEMENT

B.P. 814, Abou Dhabi, Émirats arabes unis  
Tél. : (971)-2 725800; Téléc. : (971)-2 728890

Le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement a été établi en 1971. Le Fonds est administré par une société de développement autonome du gouvernement d'Abou Dhabi dont l'objectif est de favoriser la croissance économique des pays en développement en accordant des prêts pour des projets, des garanties, des subventions d'aide technique et des prêts avec participation au capital. Le Fonds est financé uniquement par l'émirat d'Abou Dhabi, un des sept émirats des Émirats arabes unis. Il s'agit donc d'un instrument de politique étrangère sur lequel l'émirat exerce un plein contrôle.

Les responsables du Fonds d'Abou Dhabi administrent d'autres programmes d'aide au développement financés par cet émirat.

Le Fonds est administré par un conseil d'administration, un Comité de direction et un directeur général. Ce dernier ainsi que tous les membres du conseil et du comité sont des fonctionnaires du gouvernement. Le président du conseil d'administration, Son Altesse le cheik Khalifa Ben Zayed al-Nahyan, prince héritier d'Abou Dhabi, établit les grandes orientations pour le Fonds. Le comité de direction joue un rôle important dans le choix des bénéficiaires des prêts.

Au début, le Fonds servait uniquement à aider des pays arabes. Cependant, en 1974, les ressources de l'État ayant connu une augmentation importante, on a commencé à se servir du fonds pour financer des activités dans tous les pays en développement. Actuellement, 47 pays, notamment d'Afrique et d'Asie, bénéficient de l'aide du Fonds. Ainsi, 80,5 % du montant total des prêts accordés va aux pays arabes, tandis que les pays d'Asie et d'Afrique reçoivent respectivement 9,5 et 7 % de ce montant. Le reste de l'argent, c'est-à-dire 3 %, a été prêté à des pays comme Malte et la Turquie.

Bien que le Fonds ne soit pas réservé au financement de certaines activités, l'aide a jusqu'à maintenant été axée sur les infrastructures, l'agriculture et le secteur de l'industrie. Près de la moitié de l'aide totale accordée visait les industries minière et manufacturière, tandis que près du quart de cette somme a servi à financer des activités liées à l'alimentation en électricité et en eau. Les secteurs du transport, des communications, des pêches et du développement rural ont aussi bénéficié des interventions du Fonds.

À la fin de juin 1997, plus de 113 prêts avaient été accordés dans le cadre du Fonds d'Abou Dhabi, pour un montant total de 6,5 milliards de dirhams (2,6 milliards de dollars canadiens).